ISSN: 3105-8485 (L) / 3105-8493 (P)
https://perspectivesplurielles.net/

Perspectives PLURIELLES

Revue scientifique

ARTS, LETTRES ET LANGUES | SCIENCES HUMAINES ET SOCIALES

N°3 – Août 2026

TOME II – SÉRIE 1

Sciences Humaines et Sociales

Éditeur :

UFR Communication et Société

Université Alassane Ouattara

(Côte d'Ivoire)

PERSPECTIVES PLURIELLES

Tome II — Série 1
(Sciences Humaines et Sociales)
Territoires, sociétés et développement

N°3 — Août 2026

ISSN : 3105-8485 (L) | 3105-8493 (P)

Adresse postale : BP v 18 Bouaké 01
Contact : +225 0757504341
https://perspectivesplurielles.net/
revueperspectivesplurielles@gmail.com

RÉFÉRENCEMENT ET INDEXATION

Scientific Journal Impact Factor

TOGETHER WE REACH THE GOAL

https://sjifactor.com/passport.php?id=24999

SJIFactor

Scientific Journal Impact Factor

CERTIFICATE OF INDEXING (SJIF 2026)

This certificate is awarded to

Perspectives Plurielles
(ISSN: 3105-8485 (E) / 3105-8493 (P))

The Journal has been positively evaluated in the SJIF Journals Master List evaluation process
SJIF 2026 = 5.147

SJIF (A division of InnoSpace)

SJIFactor Project Manager
International Advisory Services
INNOSPACE INTERNATIONAL

SJIFactor Project

HAL science ouverte	https://aurehal.archives-ouvertes.fr/journal/read/id/1529502
ISSN INTERNATIONAL STANDARD SERIAL NUMBER INTERNATIONAL CENTRE	https://portal.issn.org/resource/ISSN-L/3105-8485

ÉDITORIAL

Ce troisième numéro de *Perspectives Plurielles* prolonge la dynamique éditoriale amorcée en décembre 2025 et confirme la vitalité d'un projet scientifique pluridisciplinaire désormais solidement établi. L'ampleur des contributions reçues, la diversité des laboratoires et des institutions représentés, ainsi que l'exigence maintenue de l'évaluation par les pairs ont conduit le comité de rédaction à reconduire, en l'approfondissant, le choix opéré lors de la précédente livraison : le numéro paraît en deux tomes, le second se déployant lui-même en deux séries. Cette architecture respecte l'identité de chaque grand champ disciplinaire tout en préservant l'unité d'un projet résolument intégratif.

Le Tome I rassemble les travaux relevant des Arts, Lettres et Langues : littératures africaine, francophone, hispanique et anglophone, sémiotique, sociolinguistique et analyse du discours, didactique des langues, lexicologie et terminologie, études culturelles et postcoloniales. Le Tome II, consacré aux Sciences Humaines et Sociales, se déploie en deux séries. La série 1, « Territoires, sociétés et développement », réunit les recherches en géographie humaine et physique, en aménagement du territoire, en sociologie, en économie et en développement. La série 2, « Savoirs, éducation et représentations », accueille les sciences de l'éducation, la psychologie, les sciences de la communication, la philosophie, l'histoire, l'anthropologie et les études culturelles.

La diversité des terrains étudiés : Côte d'Ivoire, Sénégal, Bénin, Burkina Faso, Mali, Togo, Guinée, Niger, Cameroun, Gabon, République du Congo et République démocratique du Congo, illustre la portée continentale de cette livraison. Plusieurs lignes de force s'en dégagent : la résilience environnementale et sanitaire des territoires, les recompositions urbaines et foncières, la gouvernance des ressources naturelles et des biens communs, l'inscription du numérique dans les pratiques sociales et politiques, les transformations des systèmes éducatifs, ainsi que la place des savoirs endogènes dans la régulation des sociétés contemporaines.

Le comité de rédaction adresse sa profonde reconnaissance aux auteurs, aux évaluateurs et au comité scientifique, ainsi qu'à l'UFR Communication et Société de l'Université Alassane Ouattara, partenaire fidèle de cette aventure. Que ce numéro confirme Perspectives Plurielles comme un espace de référence où s'élaborent, en dialogue, des savoirs ouverts sur les sociétés contemporaines et leurs mutations.

Bonne lecture.

Le Comité de rédaction

COMITÉ DE RÉDACTION

Directeur de Publication :
M. Konan Thiery St Urbain YEBOUE, Maître de Conférences

Secrétariat de rédaction

Dr (MC) KANGA Kouakou Hermann Michel, Université Alassane Ouattara
Dr (MC) YOMAN N'goh Koffi Michael, Université Alassane Ouattara
Dr (MC) KOUAMÉ Koaténin, Université Alassane Ouattara
Dr KONAN Aya Suzanne, Université Alassane Ouattara
Dr AKABLAH Tchoumou Léopold, Université Alassane Ouattara
Dr Kouamé Alain SARAKA, Université Alassane Ouattara
Dr Kanhoun Baudelaire KOUAME, Université Alassane Ouattara
Dr Kouakou Camille GOLI, Université Alassane Ouattara

Comité Scientifique et de Lecture :

Prof. Lazare Marcelin POAME, Université Alassane Ouattara, Côte d'Ivoire ;
Prof. Doh Ludovic FIÉ, Université Alassane Ouattara, Côte d'Ivoire ;
Prof. Pierre KAMDEM, Université de Poitiers, France ;
Prof. Joseph P. ASSI-KAUDJHIS, Université Alassane Ouattara, Côte d'Ivoire ;
Prof. (Dir. Rech.) Kouadio Raphaël OURA, Université Alassane Ouattara-CRD, Côte d'Ivoire ;
Prof. Atta Jacob BRINDOUMI, Université Alassane Ouattara, Côte d'Ivoire ;
Prof. SOW Ndioro, Université Gaston Berger, Sénégal ;
Prof. Fabio VITI, Université Aix-Marseille, France ;
Prof. François LAMBOTTE, Université Catholique de Louvain, Belgique
Prof. Konan Arsène KANGA, Université Alassane Ouattara, Côte d'Ivoire ;
Prof. Kacou GOA, Université Félix Houphouët-Boigny, Côte d'Ivoire ;
Prof. Yao Jean-Aimé ASSUE, Université Alassane Ouattara, Côte d'Ivoire.
Prof. Eveno Emmanuel, Université Toulouse Jean-Jaurès, France ;
Prof. Kouakou Désiré M'BRAH, Université Alassane Ouattara, Côte d'Ivoire.
Prof. Göbel Christof, Universidad Autónoma Metropolitana de Mexico, Mexique ;
Dr (MC) Kouassi Ernest YAO, Université Jean Lorougnon Guédé de Daloa, Côte d'Ivoire ;
Dr (MC) Jean Joêl BAHI, Université Alassane Ouattara, Côte d'Ivoire ;
Dr (MC) Dhédé Paul Éric KOUAMÉ, Université Alassane Ouattara, Côte d'Ivoire ;
Dr (MC) Yao Jean Julius KOFFI, Université Alassane Ouattara, Côte d'Ivoire ;
Dr (MC) Adjoua Pamela N'GUESSAN, Université Alassane Ouattara, Côte d'Ivoire ;
Dr (MC) Abiba DIARRASSOUBA, Université Alassane Ouattara, Côte d'Ivoire ;
Dr (MC) Koffi Syntor KONAN, Université Alassane Ouattara, Côte d'Ivoire ;
Dr (MC) Ehua Manzan Monique BEIRA, Université Alassane Ouattara, Côte d'Ivoire ;
Dr (MC) Konan Hubert KOUADIO, Université Alassane Ouattara, Côte d'Ivoire.

SOMMAIRE

Géographie, environnement et aménagement du territoire

KROUBA Gagaho Débora Isabelle

1. Cartographie des zones à risque de bilharziose urinaire par télédétection et SIG dans la région du Lôh-Djiboua (Centre-Ouest ivoirien) 1-15

KOUADIO Datté Anderson et FROUMAN Ouattarra Bourahima

2. Mobilité transfrontalière et échanges informels dans les espaces frontaliers ivoiro-ghanéens : dynamiques spatiales et enjeux de régulation 16-32

GUEDE One Enoc

3. Territoires des confrontations du bloc américano-israélien contre l'Iran et défis de résolution des tensions 33-46

FAYE Cheikh Ahmed Tidiane

4. Influence des aménagements anthropiques sur l'évolution du trait de côte dans la baie de Dakar : analyse morphodynamique de la plage de Bel Air (2019-2024).....47-63

Kouablan N'GUESSAN et Kadjo Simplice Antonio KOUAME

5. Croissance démographique et problématique du logement à Yamoussoukro : la contribution des villages intégrés à la ville dans l'offre foncière et immobilière 64-86

Kopeh Jean-Louis ASSI

6. Le district de Sassandra-Marahoué face à la dégradation de ses terres : une analyse géospatiale avec l'outil Trends.Earth.....87-104

Donatien AMOUSSOU, Djafarou ABDOULAYE et Mouïbatou TOURARE ALI

7. Facteurs déterminants de la dynamique des plantations de palmier à huile dans la commune d'Athiémé au Sud-Bénin.....105-124

Macoura Fatime Diawala KONE et Yao Jean Julius KOFFI

8. Niveau d'offre des ressources dans les structures sanitaires dites « médico-scolaires » dans la ville de Bouaké 125-143

Gonkanou Marius ZRAN et Bi Tiécoura Jean Arnaud Jaurès IRIE

9. Commercialisation des produits halieutiques et diversification des moyens d'existence des femmes rurales à l'Ouest de la Côte d'Ivoire dans le département de Zouan-Hounien.....144-158

Marius MASSALA MBINDZOUKOU, Bruno NKOUMAKALI et Luckin OBIANG OBIANG

10. Occupation du sol et identification des cultures agricoles à partir des algorithmes d'apprentissage automatique.....159-175

Daniel GOMIS, Baba SEYE, Mamadou DIOP et Mouhamadou Bassirou DIALLO

11. Perceptions des pêcheurs sur les interactions entre les oiseaux et la pêche : entre indicateurs, dynamique et menaces. Cas des quais de pêche de Yoff, Ouakam et Ngor (Dakar, Sénégal) 176-189

N'Guessan Fabrice YAO et Bi Tchan André DOHO

12. Gouvernance urbaine et dynamique des modes de mobilité informels de desserte des quartiers Andokoi 3 et Sagbé Nord (commune d'Abobo, Côte d'Ivoire) 190-204

Yaya DIALLO et Issa MBALLO

13. Accès à l'eau potable et résilience des populations dans la périphérie Est de la ville de Kolda (Sud-Sénégal) 205-220

MPEA ESSIE Princil et LONDESSOKO DOKONDA Rolchy Gonalth

14. Accès à l'électricité et dynamique sociale des villes secondaires du département de la Cuvette (République du Congo) 221-236

N'GUESSAN Kouakou Firmain

15. Gouverner l'espace partagé : divagation des animaux et tensions urbaines à San Pedro (Côte d'Ivoire).....237-254

YAO Konan Bérenger, KAKOU Ehounou Olivier et ASSUÉ Yao Jean-Aimé

16. Crise du personnel enseignant et performance scolaire : le cas de l'Inspection de Raviart en Côte d'Ivoire.....255-272

Moussa COULIBALY, Nafolo Drissa YEO et Mohamed Zanga OUATTARA

17. Insalubrité, révélateur de dégradation de l'environnement et risques sanitaires au quartier Dioulabougou dans la ville de Zuénoula.....273-290

ADOMON Abodou Athanase et OUIZAN Bi Zalié Privat

18. Gouvernance locale et participation citoyenne en Côte d'Ivoire : le paradoxe d'une implication citoyenne à Soubré 291-307

Marguerite KASSOGUE et Moussa dit Martin TESSOUGUE

19. Commerce et abattage de volailles sur les marchés, en commune V, du district de Bamako (Mali).....308-326

DIOMANDE Soualiho, SORO Zié Gédéon et DJETE Kousso Débora

20. Le modèle AVCD à l'épreuve de la conservation durable dans l'Ouest ivoirien : défis et perspectives pour les parcs nationaux du mont Sangbé et du mont Péko 327-344

Ousmane DIOUF et Mouhamadou Bassirou SECK

21. Gouvernance communautaire et vulnérabilité socio-économique face à l'invasion du *Typha australis* dans la Réserve naturelle communautaire de Tocc-Tocc (delta du fleuve Sénégal) 345-360

BISSOU Guikahué Daniel

22. Tourism Assets and Rural Tourism Underdevelopment in the Village of Akpoungbou, Côte d'Ivoire.....361-373

SOGBOU-ATIORY Badjo Julienne

23. Pandémie et réalités post-COVID-19 : effets socio-économiques sur les acteurs de la filière cocos, résidents de Jacqueville 374-394

Eveline MAHOUNGOU

24. La dynamique de transfert des cultures maraîchères dans les zones proches de Brazzaville.....395-412

Abdoulaye KANE, Edmée MBAYE, Bonoua FAYE et Famara BODIAN

25. Territoire de Fimela en transition : l'agroécologie et ses enjeux socio-économiques et environnementaux dans les systèmes alimentaires locaux 413-430

SORO Seydou Kadodjomon et GOGOUA Gbamain Éric

26. Conséquences de l'occupation des zones à risques dans la ville de Korhogo (Nord de la Côte d'Ivoire) 431-446

Kouamé Félix N'DRI, Sasso Sidonie Calice YAPI, N'gatta Konan Florentin KOUADIO et Kouassi DONGO

27. Vulnérabilité socio-environnementale et risques sanitaires dans les quartiers informels de Bingerville : une approche socio-géomatique de la contamination fécale 447-463

Richet NKOUBANGO NZOUSSI, Jean-Luc MOUTHOU et Hilarion Bagel MIZHAIRE

28. Les caractéristiques des clôtures parcellaires à Brazzaville (République du Congo).....464-485

Moussa Fadiala BOCOUM

29. Dynamique de la gestion de la forêt classée de Faya au Mali 486-500

Abdoulaye FOFANA, Soumahila BAYO et Sékou DOUMBOUYA

30. Le déficit d'engagement communautaire face à la résurgence d'Ébola à N'Zérékoré (Guinée) 501-516

KOMBIENI M'Bouaré Frédéric, LARE Kongben et SOUROKOU ZAKARI Amidou

31. Effets des pratiques agricoles et approches innovantes pour la sécurisation des berges du bassin versant de la rivière Mékrou au Bénin 517-533

Sociologie, économie et développement

Abdul Sadeck Akim MOUHAMED, Afouda Jacob YABI et Falylath BABAH DAOUDA

32. Le rôle négligé des commerçants dans la circularité alimentaire : revue critique des stratégies de valorisation des invendus maraîchers dans les marchés urbains africains 534-556

KRA Kouamé Chérubin

33. Le « gouassou » dans les marchés vivriers ivoiriens : essai de théorisation d'une pratique marchande de confiance 557-579

Dramane SALAMI et Souléïmane A. ADEKAMBI

34. Impact des modèles de financement agricole mis en place par les systèmes financiers décentralisés sur la productivité agricole au Nord-Bénin 580-596

Judicaël DIAMBOUNAMBATSI, Romaric YENO-AKENDENGUE et G. Goldris ZIGUI-YAO

35. Les « hommes de tout métier » au Gabon : sociologie d'une main-d'œuvre flottante 597-614

OGANTO Kokou Ananzè et YABI Afouda Jacob

36. L'écosystème de financement des entreprises agricoles au Togo 615-635

Francis Pegdewendé YOUGBARÉ et Victor TOUGMA

37. Genre et production scientifique : contraintes et stratégies de femmes chercheures du CNRST (Burkina Faso) 636-654

Boris Olivier GLODE

38. Gouvernance rebelle de 2002 à 2011 et recours à la violence dans les interactions sociales à Bouaké depuis 2011.....655-669

Wilfried BIVEGHE BI NDONG et Jean-Emery ETOUGHE-EFE

39. Le travail de la chefferie villageoise au Gabon : une socio-anthropologie des activités quotidiennes des chefs de village 670-684

OLATAYO Olatundé Ludovic, KONAN Affoué Anabelle Flora et YAO M'Bra N'Goran Marie-Joseph

40. Facteurs socioéconomiques de la commercialisation de la chicha dans la ville de Tengréla.....685-699

ROUAMBA Lydia

41. Genre et personnes déplacées internes vivant hors des sites officiels à Ouagadougou au Burkina Faso.....700-719

Bernard LENO et Ibrahima DIALLO

42. Diagnostic qualitatif d'un modèle de coopération décentralisée en Guinée : l'exemple de la commune urbaine de Labé et la Communauté d'agglomération du Sud-Est toulousain (SICOVAL) 720-739

BAH Nomansou Serge et KONE Moussa

43. Pouvoirs publics et instauration de la vidéosurveillance aux examens du baccalauréat dans la commune de Bouaké (région du Gbêkê, Côte d'Ivoire).....740-754

Matiéyendou KOMBATE et Adoté Akué AKPABIE

44. Le cancer à l'épreuve du pluralisme médical : représentations sociales, parcours thérapeutiques et dissimulation des pratiques parallèles au Togo 755-777

N'DRIN Dhaibout Romuald et BOUMI Minkalokeu Léonce

45. Construction sociale de l'orientation scolaire et professionnelle des jeunes à Abidjan : entre dispositif institutionnel et stratégies parentales 778-793

Zalissa WANGA et Bowendsom Claudine Valérie ROUAMBA/OUEDRAOGO

46. Commerce transfrontalier au Burkina Faso : une analyse des difficultés rencontrées par les femmes 794-810

ISSN : 3105-8485 (L) / 3105-8493 (P)
https://perspectivesplurielles.net/

EFFETS DES PRATIQUES AGRICOLES ET APPROCHES INNOVANTES POUR LA SÉCURISATION DES BERGES DU BASSIN VERSANT DE LA RIVIÈRE MÉKROU AU BÉNIN

EFFECTS OF AGRICULTURAL PRACTICES AND INNOVATIVE APPROACHES FOR SECURING THE RIVERBANKS OF THE MÉKROU WATERSHED IN BENIN

KOMBIENI M'Bouaré Frédéric[1*], LARE Kongben[1] et SOUROKOU ZAKARI Amidou[1]

[1] *Département de géographie et aménagement du territoire, Faculté des Lettres, Arts et Sciences Humaines, Université de Parakou (Bénin)*

Auteur correspondant*, e-mail : dieudonneayatam@gmail.com

Résumé : *L'eau est fondamentale à tout être humain ; elle reste vitale et indispensable au développement socioéconomique des nations. Cette étude vise à contribuer à une meilleure compréhension des effets néfastes des pratiques agricoles sur les berges de la rivière Mékrou. La méthodologie adoptée repose sur une combinaison de données qualitatives et quantitatives, recueillies auprès de 125 ménages et 15 personnes ressources. Les résultats montrent une forte pression agricole sur les espaces riverains : 75 % des exploitants pratiquent des cultures vivrières pluviales, 85 % recourent au défrichement manuel, 70 % des parcelles ne disposent pas de zones tampons riveraines et 56 % des exploitants pratiquent le pâturage libre. Entre 2005 et 2024, les superficies agricoles exploitées sur les berges sont passées de 220 à 340 ha, soit une progression de 54,5 %. Cette dynamique s'accompagne d'une dégradation environnementale marquée : 65 % des sites sont affectés par l'érosion, avec un recul des berges estimé entre 1,5 et 2,5 m/an, tandis que la turbidité de l'eau a augmenté de 32 %. L'analyse diachronique révèle parallèlement une forte régression des formations naturelles, passées de 2 926,31 à 1 691,02 ha, au profit notamment des espaces agricoles et des agglomérations. Les pratiques de conservation demeurent marginales : cordons pierreux et haies vives (15 %), agroforesterie (12 %) et compostage (25 %). Toutefois, l'adhésion communautaire aux actions de restauration apparaît encourageante. Le renforcement de l'encadrement technique, du financement, de la sécurisation foncière et de la gouvernance participative constitue ainsi une condition essentielle de la transition agroécologique des berges.*

Mots-clés : *Mékrou ; bassin versant ; berges ; effets ; pratiques agricoles.*

Abstract: *Water is fundamental to every human being; it remains vital and indispensable for the socioeconomic development of nations. This study aims to contribute to a better understanding of the adverse effects of agricultural practices along the banks of the Mékrou River. The methodology adopted relies on a combination of qualitative and quantitative data collected from 125 households and 15 key informants. The results reveal significant agricultural pressure on riparian areas: 75 % of farmers engage in rain-fed food crop cultivation, 85 % use manual land clearing methods, 70 % of plots lack riparian buffer zones, and 56 % practice free-range grazing. Between 2005 and 2024, the agricultural area cultivated along the banks increased from 220 to 340 hectares, representing a 54.5 % rise. This trend is accompanied by marked environmental degradation: 65 % of sites are affected by erosion with bank recession estimated at 1.5 to 2.5 meters per year while water turbidity has increased by 32 %. Concurrently, a diachronic analysis reveals a sharp decline in natural vegetation cover, which dropped from 2,926.31 to 1 691,02 hectares, largely giving way to agricultural land and settlements. Conservation practices remain marginal: stone lines and live hedges (15 %), agroforestry (12 %), and composting (25 %). However, community support for restoration initiatives appears promising. Strengthening technical support, funding, land tenure security, and participatory governance is therefore essential for the agroecological transition of these riverbanks.*

Keywords: *Mékrou; watershed; riverbanks; impacts; agricultural practices.*

Introduction

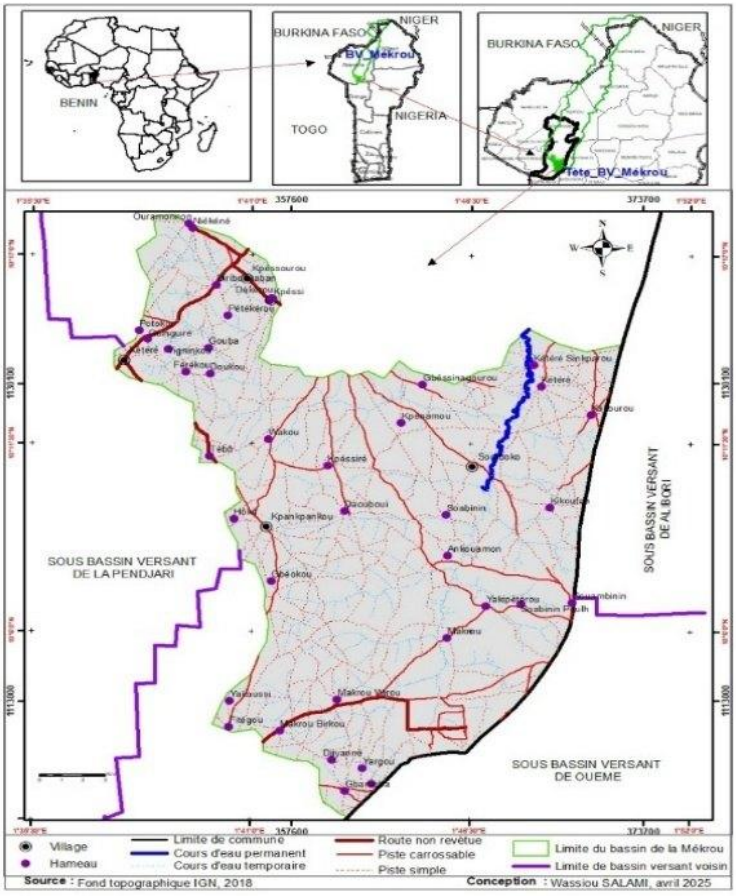
L'eau revêt une importance capitale pour les êtres vivants ainsi que pour le maintien et l'équilibre des écosystèmes. En effet, les ressources en eau représentent l'un des éléments les plus vitaux pour l'Homme. Partout dans le monde, leur gestion fait l'objet d'une attention constante, suivant les possibilités de chaque région ou pays. Les effets du changement climatique et surtout les problèmes liés à cette ressource naturelle ont conduit les Nations unies à développer plusieurs approches dont les Objectifs du Millénaire pour le Développement pour aider entre autres à régler les problèmes liés à l'eau. La réduction de la pauvreté (OMD 1) passe aussi par la maîtrise et la bonne gestion des ressources en eau dont l'utilité pour l'agriculture, l'industrie et les usages domestiques n'est plus à démontrer. Ensuite, l'environnement est notre milieu de vie. Il regroupe les éléments tels que l'eau, l'air, le sol, la faune, la flore et les établissements humains. L'importance de l'eau a été mise en évidence depuis des milliers d'années par l'évolution des peuples (C. L. Babadjide, 2011, p. 85). Au Bénin, l'agriculture occupe une place prépondérante dans l'économie nationale : elle emploie environ 70 % de la population active et représente 39 % du PIB et 90 % des recettes d'exportation du pays (F. M KOMBIENI, 2014, p. 53). Les pratiques culturales entraînent la destruction de plusieurs centaines d'hectares de formations naturelles. Ces pratiques actuelles se caractérisent par l'agriculture extensive, la culture sur brûlis et l'utilisation d'intrants agricoles.

Par ailleurs, le pays dispose de plusieurs bassins hydrographiques, dont celui du Niger dans sa partie septentrionale. Ce bassin régional reçoit à son tour dans la partie béninoise les eaux des bassins des rivières Sota, Alibori et Mékrou. Cette dernière « favorise le maintien d'un écosystème sensible s'étalant sur les quatre départements du nord du pays » (S. S Tassigui, 2018, p. 37). Elle sert aussi de limite entre trois pays : le Bénin, le Burkina Faso et le Niger.

Cependant la rivière Mékrou ne coule plus comme par le passé et son écosystème connaît une forte dégradation. Face à ce constat, plusieurs initiatives ont été entreprises pour sauver cette ressource, essentielle pour les communes de Kouandé, Kérou et Péhunco (2KP) (A. Tossounon, 2015, p. 2). Malheureusement, les communautés à la base rechignent toujours à abandonner la coupe sauvage du bois et autres mauvaises pratiques agricoles qui annihilent tous les efforts de sauvetage. Plusieurs constats confirment l'état de dégradation avancée de ce patrimoine des 2KP. C'est à ce titre que la Mékrou a intéressé plusieurs institutions dont le Partenariat National de l'Eau (PNE) et fait l'objet de plusieurs projets et activités pour son aménagement et sa conservation. Le présent travail se veut un outil d'aide à la prise de décision sur les pratiques agricoles, les pressions foncières et les approches innovantes pour la sécurisation des berges de la tête du bassin versant de la rivière Mékrou au Bénin.

La présente étude se propose donc d'évaluer les approches innovantes pour la sécurisation durable des berges de la tête du bassin versant de la rivière Mékrou dans le secteur de Kouandé. La zone est majoritairement rurale : plus de 85 % de la population vit de l'agriculture, de l'élevage, de la pêche et de toute autre activité liée à l'exploitation de la terre, de la végétation et de l'eau. La préoccupation essentielle de cette recherche est d'analyser en quoi les approches innovantes participent à la sécurisation durable des berges de la tête du bassin versant de la rivière Mékrou dans le secteur de Kouandé. La tête du bassin versant de la rivière Mékrou est située dans le département de l'Atacora, et plus précisément dans la commune de Kouandé (figure 1). Elle est située entre 10°06'00« et 10°17'00 » de latitude Nord et entre 1°39'30« et 1°46'30 » de longitude Est (système UTM ou Universal Transverse Mercator). Elle a une superficie d'environ 363 439 ha et un périmètre de 101,24 km (C. Tchobo et al., 2015, p. 12). La figure 1 présente la situation géographique du bassin versant de la rivière Mékrou.

Figure 1 : Localisation de la Tête du bassin versant de la rivière Mékrou



La méthodologie utilisée repose sur trois piliers : la collecte des données, leur traitement et enfin l'analyse des résultats. La collecte des données s'est basée sur la recherche documentaire et les travaux de terrain. Des matériels, des outils et des techniques ont été utilisés pour la collecte.

2. Matériels, outils et techniques de collecte de données

Les matériels utilisés pour la collecte des données sont un appareil photographique numérique pour la prise de vues, des moyens de déplacement sur le terrain, des documents cartographiques et un ordinateur pour la saisie et le traitement des données. Les outils sont constitués de questionnaires, de guide d'entretien et de la grille d'observation.

Les techniques utilisées regroupent le focus group, l'observation directe sur le terrain et les enquêtes par sondage. Une méthode échantillonnage raisonné (intentionnel) basé sur la proximité avec les berges, la diversité des acteurs et la disponibilité des répondants a été adoptée et les critères suivants ont guidé le choix de ces personnes :

- être vraiment disponible à fournir des réponses aux questions posées ;
- être responsable ou technicien de structures en charge de l'eau ;
- être autorité communale, chef de village ou sage ayant une bonne connaissance du milieu ;
- être usagé direct des rivières (agriculteurs, éleveurs, pécheurs) et les ménages riverains de ces cours d'eau des trois localités (Yakabissi, Makrou-Wirou, Wadara) de la tête du bassin versant de la rivière Mékrou.

Seules les localités incluses dans le bassin sont concernées. Le choix des localités a tenu compte de leur proximité aux rivières et plans d'eau importants ainsi que les activités menées autour de ceux-ci et qui alimentent la tête du bassin versant de la rivière Mékrou.

Cent vingt-cinq ménages et quinze personnes ressources ont été interrogés dans la zone de recherche. Le traitement des données a permis de faire le dépouillement des fiches d'enquêtes et des données recueillies. Ces fiches d'enquêtes ont été dépouillées et les données collectées ont été traitées au moyen d'outils appropriés. Quelques graphiques et tableaux ont été réalisés.

3. Résultats

Cette section présente les principaux résultats de l'inventaire réalisé sur les activités agricoles pratiquées sur les berges de la tête du bassin versant de la Mékrou entre 2000 et 2024. L'objectif est de comprendre la dynamique d'occupation agricole de ces espaces sensibles, d'en identifier les pratiques dominantes, d'en évaluer les effets environnementaux et de cerner la perception des exploitants. Les résultats sont organisés en cinq sections correspondant aux typologies agricoles, aux dynamiques temporelles, aux pratiques culturales, aux perceptions locales et aux initiatives de conservation.

3.1. Activités et pratiques agricoles sur les berges de la tête du bassin versant de la Mékrou (2000-2024)

Les données collectées révèlent une forte prédominance des cultures vivrières sur les berges, en particulier le maïs, le soja, le riz, l'igname et le sorgho, suivies du maraîchage, qui connaît une expansion rapide ces dernières années. Le fait que 75 % des exploitants pratiquent une agriculture pluviale en bordure directe des berges illustre une pression croissante sur les écosystèmes rivulaires, accentuée par l'extension non réglementée des terres cultivées. Les techniques culturales employées, notamment l'absence de jachère, le brûlis, et le labour profond, accélèrent la déstructuration des sols et leur exposition à l'érosion (tableau I).

Tableau 1 : Typologie des activités agricoles pratiquées (2000–2024)

Activité agricole principale	% exploitants concernés	Zone dominante
Cultures vivrières pluviales (maïs, soja, manioc, mil, sorgho, riz, igname)	75 %	Terrains en pente, proches des berges
Pâturage libre non contrôlé	56 %	Zones de transition entre habitat et berge
Maraîchage (tomate, gombo, piment)	35 %	Proximité immédiate des berges
Riziculture pluviale	20 %	Zones humides/bas-fonds
Culture du coton	25 %	Versants hauts et plateaux
Systèmes agroforestiers (anacarde, karité, moringa)	15 %	Pentes fortes et zones périphériques

Source : enquête de terrain, juin 2025

L'analyse des activités agricoles pratiquées sur les berges de la tête du bassin versant de la Mékrou met en lumière une prédominance des cultures vivrières (maïs, sorgho, igname), représentant 75 % des activités agricoles. Ces cultures, à cycle court, répondent aux besoins alimentaires immédiats des ménages, mais sont généralement conduites de manière extensive, avec peu d'apports organiques ou de jachère, ce qui accélère la dégradation des sols. Le développement du maraîchage, en particulier depuis 2010, traduit une mutation des systèmes de production vers des cultures à haute valeur économique, notamment le soja, maïs, piment, la tomate, le riz et l'igname (planche 1).

Planche 1 : Champs d'igname (photo 1) et de soja à Makrou-Wirou (photo 2)

Prise de vues : Kombieni, juin et septembre 2025.

La planche 1 montre des champs d'igname (photo 1) et de soja (photo 2) situés sur les berges de la Mékrou à Makrou-Wirou.

3.1.1. Évolution temporelle des superficies agricoles en bordure de berge (2000-2024)

Le tableau 2 montre que la période 2000–2015 a été marquée par une extension rapide des zones cultivées, en lien avec des projets de développement local.

Tableau 2 : Évolution temporelle des superficies agricoles exploitées (2000–2024)

Période	Superficie moyenne exploitée (ha)	Taux d'accroissement (%)
2000–2005	180 ha	—
2005–2010	220 ha	+22,2 %
2010–2015	285 ha	+29,5 %
2015–2020	320 ha	+12,3 %
2020–2024	340 ha	+6,3 %

Source : enquête de terrain, juin 2025

L'évolution des superficies cultivées sur les berges montre une croissance marquée entre 2005 et 2020, avec une hausse de 45,5 % % (220 à 320 ha) en quinze ans. Cette progression s'explique par plusieurs facteurs : l'augmentation de la population active rurale, la raréfaction des terres sur les plateaux, mais aussi la facilité d'accès à l'eau en bordure de rivière pour les cultures irriguées. L'eau, disponible à proximité de la rivière Mékrou, devient un facteur stratégique. À partir de 2020, on assiste à un ralentissement dû à la recomposition des systèmes de culture, aux conflits d'usage (éleveurs, exploitants) et aux conséquences environnementales visibles (érosion, baisse de rendement, disparition des jachères). Ce plateau de croissance annonce la fin d'un cycle d'extension, laissant place à la nécessité de pratiques plus durables et intensives écologiquement. La relative stabilisation après 2020 (+6,3 %) semble être le résultat des contraintes écologiques croissantes (érosion, perte de fertilité), mais aussi de conflits d'usage entre agriculteurs, éleveurs et gestionnaires de l'eau. Cela traduit la nécessité d'un aménagement participatif des berges.

L'analyse des pratiques agricoles dans la tête du bassin versant de la rivière Mékrou met en évidence une forte prévalence de techniques extensives peu respectueuses de l'environnement, malgré les évolutions constatées ces deux dernières décennies (tableau 3).

Tableau 3 : Synthèse de l'évolution des pratiques agricoles au niveau des berges (2000–2024)

Pratique observée	Taux d'utilisation en 2023	Évolution sur 20 ans
Défrichement manuel sans rotation	85 %	Stable
Labour en pente	70 %	+30 %
Brûlis annuel	55 %	+20 %
Absence de zones tampons riveraines	70 %	-10 % (recul partiel)
Agroécologie ou conservation des sols	<10 %	Faible progrès

Source : Enquête de terrain, juin 2025

L'examen du tableau 3 révèle que les pratiques agricoles dans la zone ont évolué, mais restent en majorité extensives, peu mécanisées et vulnérables aux aléas climatiques. Sur les 20 dernières années :

- Environ 85 % des exploitants agricoles utilisent encore le défrichement manuel, sans techniques de conservation des sols.
- 70 % des parcelles proches des berges ne respectent pas de zones tampons écologiques (ripisylves), ce qui expose les berges à l'érosion.
- On observe une augmentation de 40 % des surfaces cultivées en bordure de cours d'eau entre 2005 et 2023, selon les images satellitaires comparées (source : estimations basées sur Landsat et Sentinel-2).

3.1.2. Pratiques agricoles dominantes sur les berges (par type de sol et pente)

Les zones de berge directe sont de plus en plus exploitées malgré leur fragilité, ce qui accentue les phénomènes de ravinement et la turbidité des eaux. Le tableau 4 présente les pratiques agricoles selon les types de sol et la pente.

Tableau 4 : Pratiques agricoles selon les types de sol et pente

Type de sol	Pratiques agricoles dominantes	Risques environnementaux associés
Sols alluviaux des bas-fonds	Irrigation intense, engrais minéraux	Saturation, pollution de l'eau
Sols ferrugineux (plateaux)	Brûlis, labour répété, monoculture vivrière	Perte de fertilité, érosion superficielle
Sols sablo-limoneux (berges)	Maraîchage intensif, culture sans rotation	Ravinement, glissements de terrain

Source : enquête de terrain, juin 2025

Ce tableau révèle que les pratiques agricoles observées ne sont pas toujours adaptées aux caractéristiques des sols. Dans les bas-fonds, les sols alluviaux, généralement fertiles mais soumis à une hydromorphie temporaire ou permanente, font l'objet d'une irrigation intense et d'un usage important d'engrais minéraux (photo 2). Cette pression peut provoquer la saturation du sol, le lessivage des

éléments nutritifs et la contamination des eaux par les nitrates et les résidus chimiques. Sur les plateaux, les sols ferrugineux présentent souvent une sensibilité à la dégradation lorsqu'ils sont soumis aux brûlis, aux labours répétés et à la monoculture (photo 1)

Planche 2 : Labours répétés et épandages d'engrais chimiques à Wadara

Prise de vues : Kombieni, juin 2025

La planche 2 montre à la photo 1 un champ labouré à Wadara. Cette pratique se répète chaque année sur le même terrain fragilisant ainsi la texture du sol. Quant à la photo 2, elle montre des femmes en train d'épandre de l'engrais chimique dans un champ de coton à Wadara. Ces pratiques augmentent le risque de lessivage, de salinisation localisée et de pollution des eaux superficielles.

La destruction de la matière organique et de la couverture végétale réduit leur stabilité structurale et leur capacité d'infiltration. Le ruissellement devient alors plus important, favorisant l'érosion superficielle et la perte progressive de fertilité.

Les sols sablo-limoneux des berges apparaissent comme les plus vulnérables. Leur texture relativement meuble, leur faible cohésion et leur position topographique les exposent directement au ruissellement et aux variations du niveau de l'eau. L'intensification du maraîchage, l'absence de rotation et la mise à nu fréquente du sol accentuent le ravinement, l'instabilité des berges et les risques de glissement de terrain. La progression de ces cultures depuis 2010 traduit ainsi une extension de l'agriculture vers des espaces pédologiquement fragiles.

3.2 Effets néfastes des pratiques agricoles sur l'état écologique et environnemental des berges

L'intensification mal maîtrisée des activités agricoles sur les berges a des conséquences visibles sur la qualité de l'environnement, comme le montre l'évolution de plusieurs indicateurs clés. Le tableau 5 expose les impacts écologiques et environnementaux des pratiques agropastorales au niveau de la tête du bassin versant de la Mékrou.

Tableau 5 : Impacts écologiques et environnementaux des pratiques agropastorales

Indicateurs environnementaux	État observé (2000–2024)	Évolution
Érosion des berges	65 % des berges affectées	Recul moyen de 1,5 à 2,5 m/an
Turbidité de l'eau	+32 % de hausse en 24 ans	Négative
Biodiversité végétale	Réduction de 40 % des espèces ligneuses	En régression
Fertilité des sols	50 % de baisse des rendements agricoles	Forte dégradation
Conflits d'usage	Présents dans 60 % des villages enquêtés	En augmentation

Source : Enquête de terrain, juin 2025

Le tableau montre que l'érosion des berges, observée sur 65 % des sites enquêtés, se traduit par un recul moyen de 1,5 à 2,5 mètre par an, un phénomène particulièrement marqué dans les zones de culture sur pente et d'abattage intense du couvert végétal. Ce recul expose les terres agricoles à une perte de superficie, mais aussi à une baisse de productivité à long terme, créant un cercle vicieux de paupérisation. La turbidité de l'eau, en augmentation constante (+32 %), témoigne de la mise en suspension de particules issues de l'érosion comme le montre la planche 3.

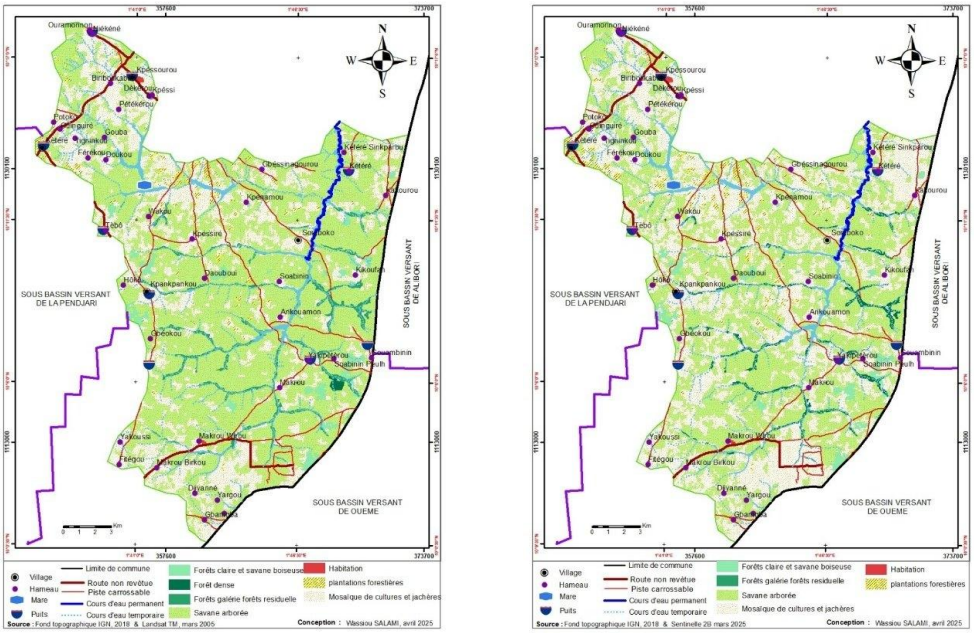
Planche 3 : Eau trouble et laiteuse dans des points d'eau traditionnels à Yakabissi

Prise de vues : Kombieni, juin 2025

En saison sèche, les plans et cours d'eau connaissent une période d'étiage et se dessèchent. Pour plusieurs raisons, les eaux des points et trous d'eau deviennent troubles et impropres à la consommation, comme l'indique la planche 3. L'érosion des berges compromet les fonctions écologiques du cours d'eau et accentue les risques sanitaires pour les populations riveraines qui utilisent l'eau à des fins domestiques. Par ailleurs, la diminution de la biodiversité végétale, avec une perte estimée à 40 % des espèces ligneuses originelles, affecte non seulement la stabilisation des berges, mais aussi les fonctions écologiques telles que la filtration naturelle, l'ombrage du cours d'eau et la régulation thermique. L'effet cumulé de ces dégradations se manifeste par une chute de la fertilité des sols, illustrée par une baisse significative des rendements agricoles dans les zones fortement exposées. Enfin, la pression sur les ressources foncières et les conflits d'usage croissants

(observés dans 60 % des villages) montrent que les impacts ne sont pas seulement biophysiques, mais aussi sociaux. La gestion durable du bassin passe donc nécessairement par une prise en compte intégrée des dimensions écologiques, économiques et sociales. Les impacts environnementaux recensés sont alarmants. L'érosion, la perte de biodiversité et la baisse de qualité des sols affectent non seulement la durabilité de la production agricole, mais aussi les écosystèmes aquatiques. La montée des conflits d'usage témoigne d'une forte pression foncière et d'un manque de régulation. La zone de la tête du bassin versant est donc une zone critique nécessitant des interventions urgentes. La figure 2 présente l'évolution du couvert végétal riverain (2005 à 2025) de la zone de recherche.

Figure 2 : Évolution du couvert végétal riverain (2005 à 2025) de la tête du bassin versant de la Mékrou



Source : traitement de données, juin 2025

L'observation des figures 2a et 2b montre qu'il n'y a ni apparition ni disparition d'unité d'occupation du sol. Au total, sept (7) unités d'occupation du sol ont été observées en 2005 et sept (7) unités en 2025 comme l'indique le tableau 6.

Tableau 6 : Synthèse de l'évolution des unités d'occupation du sol de 2005 et de 2025

Unités d'occupation	Superficie (ha 2005)	Proportion %
MJC	377,39	11%
FCSB	387,69	11%
FD	27,77	1%
FG	87,46	2%
HA	137,83	4%
Plant	144,92	4%
SASA	2423,39	68%
Total général	3586,45	100%

Source : Traitement de données, juin 2025

Cependant, l'examen du tableau 6 il est constaté une évolution ou la régression de certaines unités. En effet, de 2005 à 2025, les formations naturelles (FG, FD, FCSB, SAA) sont passées de 2926,31ha à 1191,02 ha, soit une diminution de 42,15 %. Cette diminution s'est faite au profit des formations agricoles (MJC et Plant), passées de 522,31 à 1146,74 ha, soit une extension de 37,41 %, et des agglomérations, passées de 137,83 à 457,61 ha soit une progression de 53,71 %.

3.3 Perceptions locales des changements

Les trois quarts des exploitants interrogés déclarent percevoir une baisse de la fertilité des sols, qu'ils attribuent principalement à l'absence de jachère, au manque de fumure organique et à l'utilisation excessive d'intrants chimiques. Cette perception confirme les observations empiriques faites sur le terrain (tableau 7).

Tableau 7 : Perceptions locales des changements observés au niveau de la tête du bassin versant de la Mékrou

Changement perçu	Percentage de respondents	Interpretation locale
Réduction de la fertilité des sols	78 %	Trop de cultures sans repos du sol
Hausse de l'érosion des berges	65 %	Disparition des haies naturelles et jachères
Diminution du niveau d'eau de la rivière	52 %	Déforestation et pompage excessif
Augmentation des rendements maraîchers	40 %	Introduction de variétés hybrides et engrais
Apparition de maladies de cultures	36 %	Climat imprévisible et produits frelatés

Source : Enquête de terrain, juin 2025

L'examen du tableau 7 montre qu'au niveau de la tête du bassin versant de la Mékrou, l'érosion des berges est aussi largement reconnue (65 %), liée à la disparition de la végétation riveraine, au piétinement des animaux et à la mise en culture des zones trop proches de la rivière. Plus de la moitié des répondants remarquent une baisse du niveau de la rivière en saison sèche, interprétée comme une conséquence de la déforestation en amont et de l'usage non régulé de l'eau pour l'irrigation.

3.4 Initiatives innovantes et contraintes

Face aux pressions et changements observés au niveau de la tête du bassin versant de la Mékrou, des approches innovantes ont été introduites, même si leur diffusion reste encore modeste.

Les actions innovantes amorcées dans la zone sont porteuses d'espoir, mais restent souvent ponctuelles et mal suivies. Le reboisement communautaire, l'agroforesterie et la sensibilisation montrent des effets positifs mais limités par le manque d'appropriation locale, de soutien institutionnel et de suivi durable. Le tableau 8 expose les initiatives innovantes, contraintes et perspectives.

Tableau 8 : Initiatives innovantes, niveau d'adoption, contraintes, efficacité et perspectives

Approche / Initiative	Mise en œuvre / Taux d'adoption	Contraintes principales
Reboisement communautaire (bandes végétalisées de protection)	5 000 plants sur 12 km / 18 %	Faible taux de survie des plants, manque de suivi
Agroforesterie paysanne et riveraine	9 % des exploitations / 12 %	Résistance socioculturelle, manque de formation, foncier
Cordons pierreux et haies vives	Milieu pentu / 9 %	Manque d'appui technique, méconnaissance des techniques
Compostage et fumures organiques	Zones maraîchères / 7 %	Besoin de main-d'œuvre, manque d'équipement
Campagnes de sensibilisation	8 villages sur 15	Impact limité sans relais communautaire
Gestion participative communautaire	3 comités de berges créés / <5 %	Absence de reconnaissance légale, coordination institutionnelle
Appui des ONG et projets pilotes (2005–2024)	7 projets recensés	Financement discontinu, actions dispersées

Source : Enquête de terrain, juin 2025

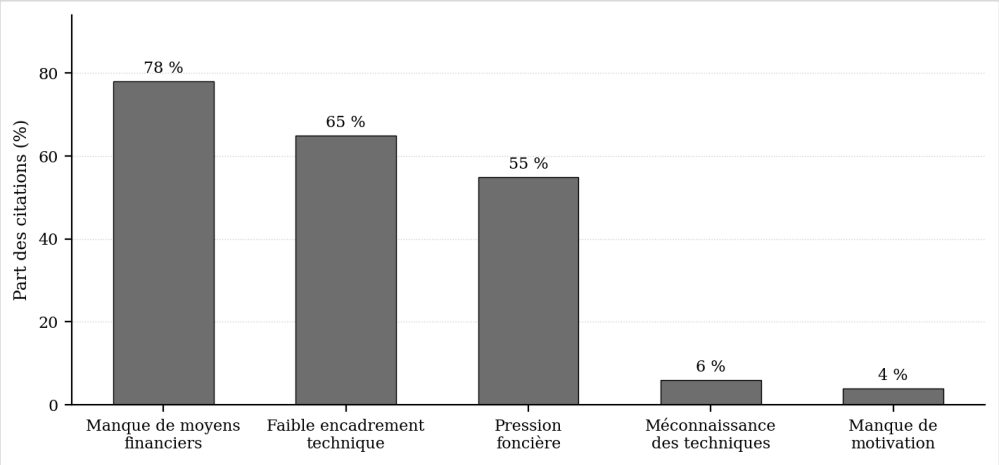
Ce tableau 8 combiné met en évidence un ensemble cohérent d'initiatives innovantes mises en œuvre pour la sécurisation des berges du bassin versant de la Mékrou.

Toutefois, leur taux d'adoption reste très faible, souvent inférieur à 20 %, en raison de contraintes multiples : techniques (manque de formation, d'équipements), économiques (absence d'incitations), sociales (résistance au changement), et institutionnelles (faible reconnaissance des structures locales de gestion). En effet, les résultats montrent que les pratiques agroécologiques et de conservation des sols sont peu adoptées dans la zone d'étude. Seulement 15 % des agriculteurs utilisent des cordons pierreux ou haies vives pour limiter l'érosion, souvent parce qu'ils en ignorent l'existence ou ne disposent pas de l'appui technique nécessaire à leur mise en place.

L'agroforesterie est pratiquée par une minorité (12 %), principalement sur des parcelles expérimentales introduites par des ONG. Les contraintes sont multiples : temps de retour sur investissement long, manque de matériel végétal adapté, ou encore difficulté à sécuriser l'usage du sol.

Le compostage et l'usage de fumures organiques concernent un quart des exploitants. Cette technique, bien que bénéfique, reste freinée par le besoin de main-d'œuvre et le manque d'équipements (fosses, brouettes, pioches). La rotation culturale est légèrement plus répandue (32 %), car elle s'intègre mieux aux savoir-faire locaux, mais elle reste souvent motivée par la disponibilité de semences plus que par une logique écologique consciente. La figure 3 présente les contraintes à l'adoption des pratiques durables.

Figure 3 : Contraintes à l'adoption des pratiques durables (en % de citation)



Source : Enquête de terrain, juin 2025

La figure 3 montre que le manque de financement (78 % de personnes interrogées), l'encadrement insuffisant (65 %) et la pression foncière (55 %) constituent les trois principaux freins à la transition vers des pratiques plus durables. La pression foncière, couplée à une méconnaissance des techniques innovantes, limite la volonté d'engagement des producteurs, surtout ceux des zones marginalisées.

Malgré cette situation préoccupante, l'enquête révèle un niveau d'adhésion encourageant des communautés aux activités de restauration (tableau 9).

Tableau 9 : Formes de participation communautaire identifiées

Activité ou initiative	Taux de participation déclaré	Nature de l'engagement
Séances de sensibilisation	Élevé (> 75 %)	Présence, échanges, témoignages
Démarcation des francs-bords (25 m)	Modéré à fort (≈ 65 %)	Appui aux actions des autorités locales
Activités de reboisement ou de dégagement	En croissance (≈ 50–60 %)	Participation active avec encadrement ONG
Acceptation de libération volontaire des berges	Présente (≈ 55 %)	Bonne compréhension des enjeux juridiques

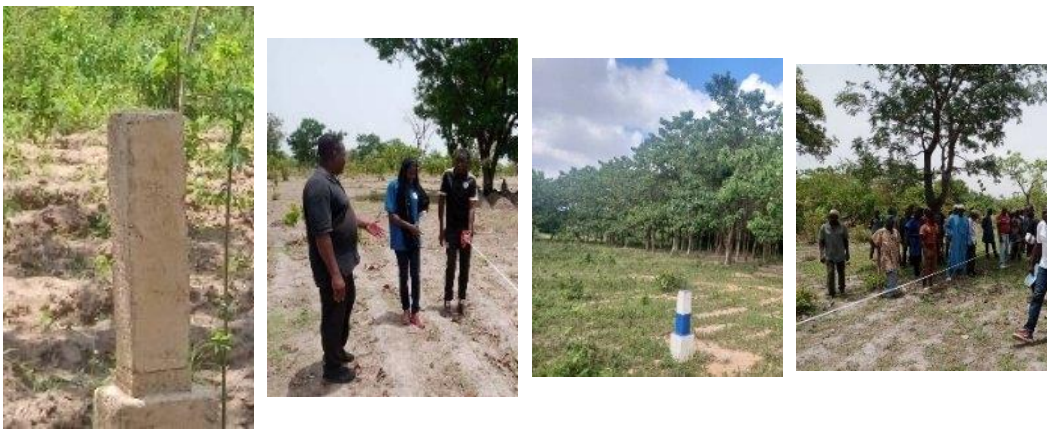
Source : Enquête de terrain, juin 2025

Les résultats du tableau 9 témoignent d'une prise de conscience collective. Les communautés semblent prêtes à changer leurs pratiques, dès lors qu'elles sont informées, accompagnées, et que les actions sont légitimées par le droit (ex. : lois sur les francs-bords, Code de l'eau, Code foncier). Les planches 4 et 5 présentent respectivement les activités de reboisement, de dégagement et d'acceptation de libération volontaire des berges puis de démarcation des francs-bords (25 m).

Planche 4 : Activités de reboisement et reboisement des francs bords par les Mélina à Yakabissi

Prise de vues : Kombieni, juin 2025

Planche 5 : Acceptation de libération volontaire des berges et Démarcation des francs-bords (25 m) à Yakabissi



Prise de vues : Kombieni, juin 2025

La planche 4 montre la plaque interdiction de coupés les bois (photo 1) et le reboisement des francs bords par les Mélina (photo 2). Quant à la planche 5, elle présente les balises pour la matérialisation (photo 1 et 2) et les mesures des 25 mettre des francs bords le décamètre à partir du nid mineur en collaboration avec les agriculteurs (photo 3).

4. Discussion

4.1. Une pression agricole croissante sur les espaces riverains

Les résultats montrent une forte occupation agricole des berges de la Mékrou, dominée par les cultures vivrières pluviales (75 %), le défrichement manuel (85 %) et l'absence de zones tampons (70 %). L'extension des superficies exploitées traduit une pression croissante sur ces espaces sensibles, favorisée notamment par la disponibilité de l'eau et la pression foncière. Ces résultats rejoignent ceux de Ngwira A. R. et Watanabe T. (2019) sur le rôle de l'expansion agricole dans la transformation des paysages ruraux et corroborent Sun W. et al. (2018), qui

soulignent l'importance des bandes tampons riveraines dans la rétention des sédiments et la protection de la qualité de l'eau.

4.2. Des pratiques culturales favorisant l'érosion et la dégradation des sols

Le labour en pente (70 %), le brûlis annuel (55 %) et le pâturage libre (56 %) accentuent la vulnérabilité des sols et des berges. L'érosion affecte ainsi 65 % des sites, avec un recul estimé entre 1,5 et 2,5 m/an. Ces résultats sont cohérents avec Zaimes G. N. *et al.* (2019) et Chisti Z. *et al.* (2025), qui établissent un lien entre les usages agricoles des espaces riverains, la dégradation de la végétation et l'érosion. Le pâturage contribue également à la compaction et à la dégradation des sols, conformément aux observations d'Acheampong M. F. K. et Nketiah K. S. (2023). Par ailleurs, la baisse de fertilité perçue par 78 % des répondants confirme l'importance d'une meilleure gestion des sols, soulignée par Baveye P. C. (2021) et Ba I. *et al.* (2020).

4.3. Une régression du couvert végétal et des fonctions écologiques

L'analyse diachronique met en évidence une forte régression des formations naturelles au profit des espaces agricoles et des agglomérations. Cette transformation fragilise les fonctions écologiques des berges, notamment la stabilisation des sols et la filtration des sédiments. La hausse de 32 % de la turbidité observée dans la zone peut être associée à l'intensification du ruissellement et de l'érosion. Les résultats rejoignent les travaux de Leh M. *et al.* (2020) sur le rôle des ripisylves dans la régulation des sédiments et des nutriments, ainsi que ceux de Yeboah G. *et al.* (2022) sur les effets de la dégradation du couvert végétal en Afrique de l'Ouest.

4.4. Une adoption encore limitée des pratiques durables

Malgré la perception des changements environnementaux, l'adoption des pratiques de conservation demeure faible : 15 % pour les cordons pierreux, 12 % pour l'agroforesterie et 25 % pour le compostage. Le manque de financement (78 %), l'insuffisance de l'encadrement technique (65 %) et la pression foncière (55 %) constituent les principaux obstacles. Cette situation confirme les analyses de Mbow C. *et al.* (2022) et de Ndjeunga V. *et al.* (2020) sur les contraintes économiques, techniques et institutionnelles qui limitent la transition agroécologique en Afrique subsaharienne. Toutefois, les effets positifs observés, notamment l'amélioration des rendements maraîchers pour 40 % des producteurs, montrent le potentiel de ces innovations. Altieri M. A. et Nicholls C. I. (2020) et Rolo V. *et al.* (2023) soulignent à cet égard les bénéfices de l'agroécologie et de l'agroforesterie pour la résilience des systèmes agricoles et la réduction de l'érosion.

4.5. La gouvernance participative comme levier de sécurisation des berges

La participation communautaire aux actions de sensibilisation, de reboisement et de démarcation des francs-bords traduit une prise de conscience favorable. Cependant, la pérennisation des initiatives reste limitée par leur caractère ponctuel, le financement discontinu et la faible institutionnalisation des structures locales. La gouvernance communautaire apparaît donc essentielle, comme le soulignent Reed J. *et al.* (2022). De même, Jamin J. Y. (2019) et Lavigne Delville P. (2021) montrent que la durabilité de la gestion des ressources naturelles dépend de l'articulation entre normes juridiques, pratiques locales et institutions territoriales. Dans la Mékrou, la sécurisation durable des berges suppose ainsi de renforcer simultanément la restauration écologique, l'accompagnement des producteurs, la sécurisation foncière et la gouvernance locale.

Conclusion

Cette étude met en évidence une forte pression agricole sur les berges de la Mékrou, marquée par des pratiques extensives et une dégradation environnementale affectant les sols, la végétation et la qualité de l'eau. Malgré l'émergence d'initiatives agroécologiques, leur adoption demeure limitée par les contraintes financières, techniques et foncières. La sécurisation durable des berges nécessite ainsi une approche intégrée associant restauration écologique, pratiques agroécologiques et gouvernance participative. L'étude présente toutefois deux limites : l'absence de mesure directe de l'érosion et le recours à des déclarations rétrospectives pour reconstituer la chronologie des changements.

Références bibliographiques

ACHEAMPONG Emmanuel, MENSAH Felix Kwabena, NKETIAH Kwaku Sarpong, 2023, « Livestock grazing impacts on riparian vegetation and soil properties in sub-Saharan Africa », *Frontiers in Sustainable Food Systems*, vol. 7, article 1120315.

ALTIERI Miguel Angel, NICHOLLS Clara Inés, 2020, « Agroecology and the design of climate-resilient farming systems », *Agroecology and Sustainable Food Systems*, p. 49-73.

BA Ibrahim, TOURE Fatoumata, TRAORÉ Adama, 2020, « Constraints to the adoption of organic soil fertility management techniques in West African family farming systems », *Journal of Agriculture and Environment for International Development, vol. 114*, n° 1, p. 61-78.

BABADJIDE Claude Lambert, 2011, *Influence de la pollution hydrique sur la santé humaine dans le basin du Mono au Bénin. Thèse por l'obtention du diplôme de doctorat unique de l'université d'Abomey-Calavi, EDP, FASH*, UAC, 314 p.

BAVEYE Pascal-Charles, 2021, *Fertilizer and Soil Health in Africa : The Role of Fertilizer in Building Soil Health to Sustain Farming and Address Climate Change*, IFDC. https://ifdc.org/wp-content/uploads/2023/02/Fertilizer-and-Soil-Health-in-Africa.pdf

CHISTI Zubeyr, MENAMO Alemayehu, ELIAS Eyasu, 2025, « Drivers of riparian zone degradation and implications for erosion in the Weyb River Basin, Ethiopia », *Frontiers in Environmental Science*, vol. 13, article 1534850.

JAMIN Jean-Yves, 2019, « Politiques foncières et sécurisation des agricultures familiales en Afrique : entre normes juridiques et pratiques locales », *Natures Sciences Sociétés, vol. 27*, n° 3, p. 258-268.

KOMBIENI M'Bouaré Frédéric, 2024, *Formes d'exploitation et perspectives de mise en valeur des terres agricoles dans la plaine de Gourma au Bénin. Thèse de doctorat unique en Géographie et gestion de l'environnement*, FLASH/EDP/UAC 303p.

LAVIGNE DELVILLE Philippe, 2021, « Foncier, politiques publiques et gestion locale des ressources naturelles en Afrique de l'Ouest : repenser les cadres d'action pour la transition écologique », *Cahiers Agricultures, vol. 30*, n° 2, article 20.

LEH Maxime, KONE Diomandé, ASSANI Abou, BROU Kouassi Yao, 2020, « Fonction des ripisylves dans la régulation des sédiments et des nutriments : cas des zones agricoles de l'Afrique de l'Ouest », *Journal of Applied Ecology, vol. 57*, n° 6, p. 1135-1146.

MBOW Cheikh, SMITH Peter, SKOLE David, ROSENSTOCK Todd S, ABDEL AZIZ Assane, 2022, « Agroecological transitions in sub-Saharan Africa : Barriers and opportunities », *Global Environmental Change*, vol. 74, article 102471.

NDJEUNGA Valentine, BATIONO Alain, BANOIN Abdoulaye, DIOP Awa, 2020, « Adoption of sustainable land management practices in the Sahel : Evidence from Niger and Burkina Faso », *Land Degradation et Development, vol. 31*, n° 12, p. 1540-1554.

NGWIRA Amos Rex, WATANABE Tsuyoshi, 2019, « Land use changes and ecosystem service dynamics in agricultural landscapes of sub-Saharan Africa », *Land Use Policy*, vol. 81, p. 551-563.

REED James, GOLLNOW Florian, SOLA Phosiso, 2022, « Community-based landscape governance in tropical rural areas : Success factors and policy implications », *Land Use Policy*, vol. 115, article 106022.

ROLO Víctor, RODRIGUEZ Miguel Ángel, MORENO Gerardo, CAMPOS Pablo, 2023, « Agroforestry systems as sustainable land use strategies : Reducing erosion and enhancing infiltration », *Frontiers in Environmental Science*, vol. 11, article 1124589.

SUN Wenjuan, ZHANG Wei, ZHAO Xinfeng, CHEN Leilei, LIU Guobin, 2018, « Effects of riparian buffer width on water quality and nutrient retention in an agricultural watershed », *Environmental Management, vol. 61*, n° 2, p. 297-311.

TASSIGUI SIO Sabi, 2018, caractérisation de la variabilité hydropluviométrique dans le bassin versant de la Mékrou à kompagou à l'aide du ModHyPMA, mémoire de DEA/FASH/EDP/UAC 96p.

TOSSOUNON Alain, 2015, Bassin de la Mékrou. Une ressource qui se meurt, journal Par Alain Tossounon Rédigé le 27/02/2015 (dernière modification le 27/02/2015), 5p.

YEBOAH Godwin, ASARE Richard, BOATENG Eric Yaw, 2022, « Forest degradation, community livelihood and biomass energy demand nexus in Ghana », *Sustainability, vol. 14*, n° 15, article 9125.

ZAIMES George Nicholas, TUFEKCIOGLU Mustafa, SCHULTZ Richard Clayton, 2019, « Riparian land-use impacts on stream bank and gully erosion in agricultural watersheds : What we have learned », *Water, vol. 11*, n° 7, article 1343.